

# Edouard DEPREUX

## Ancien secrétaire général du P.S.A

Citoyens, citoyennes, camarades,

Si la grande journée que nous vivons provoque l'émotion de beaucoup d'entre vous, j'ai peut-être une raison supplémentaire d'être ému. C'est dans cette salle, à cette tribune, que le 13 septembre 1958, pour rester fidèle à l'idéal socialiste, j'ai décidé avec quelques amis de rompre avec une organisation qui tournait le dos au socialisme.

Beaucoup de ceux qui se retrouveront demain dans le Parti socialiste unifié ont dû, eux aussi, résoudre de douloureux problèmes de conscience ; et provenant d'horizons différents, ils constituent aujourd'hui la grande famille socialiste.

La naissance populaire à Issy-les-Moulineaux du Parti socialiste unifié prend tout son sens quand on sait que cette réunion est présidée par un des intellectuels français qui est une des gloires du socialisme et le président du comité Audin.

Je plains ceux qui quelquefois se croient fidèles à Jaurès et qui oublient que Jaurès a témoigné toute sa vie pour le socialisme français ; ce n'est pas seulement parce qu'il a lutté pour la justice sociale et pour la paix, mais c'est parce qu'il a entraîné la classe ouvrière dans le plus magnifique des combats pour faire proclamer l'innocence du capitaine Dreyfus...

Pour les socialistes d'aujourd'hui, l'affaire Audin, parmi tant d'autres, car il y a hélas beaucoup d'autres victimes de la torture, dont certains sont morts, dont d'autres sont encore aujourd'hui dans les prisons alors que les criminels ne sont pas châtiés, je dis que pour les socialistes d'aujourd'hui toutes ces affaires sont des affaires Dreyfus, et qu'elles doivent être résolues de la même manière, c'est-à-dire par une lutte de tous les jours, sans réserves, sans conditions, sans restrictions, à combattre toutes les formes d'oppression et de militarisme.

Je viens déjà peut-être d'anticiper un peu et de parler comme secrétaire national du Parti socialiste unifié. Je m'excuse si j'ai bousculé la procédure ; vous me permettrez de rester quelques secondes à titre honoraire secrétaire général du

Parti socialiste autonome, pour dire que j'ai la joie d'apporter dans le Parti socialiste unifié la totalité de nos militants.

Pierre Mendès-France, que la fatigue physique, et peut-être la fatigue morale, ont hélas éloigné de notre congrès, m'a dit qu'il était entièrement favorable à l'unité d'aujourd'hui, et que s'il avait à certains moments fait des réserves, comme c'était son droit, sur les conditions de l'unification, il se réjouissait profondément de tout ce qui permettait l'unité de la gauche française sur des bases authentiquement socialistes.

Bien sûr il y a eu des discussions. On a beaucoup parlé de mariage. On a dans les différentes organisations comparé les mariages de raison et les mariages d'amour. Certains ont même voulu contracter des assurances tous risques contre l'infidélité possible du conjoint ; chez nous, il y avait peut-être des gens qui croyaient plutôt au mariage de raison, d'autres qui croyaient plutôt au mariage d'amour, et d'autres enfin qui croyaient à la fois au mariage de raison et au mariage d'amour, mais je crois que tous pensaient que si le mariage était d'abord un mariage de raison, dans la vie conjugale commune on aboutirait très vite à faire naître l'amour, sans lequel il n'y a pas de grandes réalisations et sans lequel il n'y a pas de grandes possibilités.

On n'est pas passé devant le notaire pour le contrat.

Le pauvre notaire, si les honoraires sont proportionnés à la valeur matérielle des biens, ne se serait pas enrichi...

Mais nous avons les uns et les autres apporté un patrimoine moral, intellectuel et spirituel, auquel nous tenons beaucoup, et le seul notaire pour nous, c'est l'opinion populaire, c'est la démocratie des travailleurs nationaux et internationaux auxquels nous demandons d'être les juges de notre action, car nous savons que nos responsabilités sont encore accrues tant il est évident que nous sommes porteurs de très grandes espérances.

Poperen et Gilles Martinet vous ont dit quel était notre comportement aux uns et aux autres. Il est le même sur les problèmes du jour. L'unité ne se serait pas réalisée s'il s'agissait d'une simple juxtaposition de courants d'origines différentes. Il s'agit d'une fusion. Cela veut dire que l'on met vraiment en commun les espérances d'avenir car, Martinet avait raison de vous le dire, les polémiques sur le passé, permettez-moi de vous dire qu'elles sont périmées. Il s'agit maintenant de savoir si nous tiendrons dans le présent et si demain nous

construirons ce que l'on peut appeler suivant les préférences la VI<sup>e</sup> République ou la I<sup>ère</sup> République Socialiste Française.

Bien sûr, le problème essentiel, celui sans lequel aucun autre ne sera résolu, c'est le problème de la paix en Algérie. La V<sup>e</sup> République a été aussi infidèle à ses promesses que certains dirigeants condamnés par l'histoire de la IV<sup>e</sup> République ont été infidèles à leurs promesses électorales. Ne vous y trompez pas, la IV<sup>e</sup> République n'est pas morte de la faiblesse de ses institutions, qui était d'ailleurs incontestable, elle est morte de la guerre d'Indochine, elle est morte ensuite de la guerre d'Algérie et des promesses non tenues du front républicain en janvier 1956.

L'historien dira que si elle est morte officiellement le mai 1958, elle avait été blessée à mort le 6 février 1956... de même que la I<sup>e</sup> République n'était pas morte le 18 brumaire, mais le 9 thermidor, et que la II<sup>e</sup> République n'était pas morte le 2 décembre 1851. C'est peut-être une des plus belles pages de Léon Blum, critique littéraire, d'avoir démontré que si Victor Hugo, démocrate bourgeois de gauche, faisait dater la mort de la II<sup>e</sup> République de la naissance de l'Empire, George Sand, écrivain sentimentalement socialiste à la mode utopiste, savait que c'est dans les atroces journées de juin 1848, lorsque la petite bourgeoisie républicaine était opposée aux prolétaires du faubourg Saint-Antoine, que les grandes espérances avaient été dissipées. A partir du moment où s'opère le divorce entre le prolétariat, entre les travailleurs et la démocratie bourgeoise, on court de grands risques, si les travailleurs ne sont pas suffisamment forts pour imposer leur victoire.

Aujourd'hui, le problème qui se pose n'est pas de savoir si nous allons renflouer un régime qui craque de toutes parts, non pas seulement un régime politique, mais un régime économique et social, mais si nous saurons créer un régime fondamentalement nouveau.

Oui, il faut que ça change ! Ah, nous l'avons entendue cette formule... il faut que ça change... Dans le sens de M. Poujade ? Il faut que ça change !... Oui, quelques vagues décors... et ça a été le remplacement de la IV<sup>e</sup> République par la V<sup>e</sup>, alors que le régime capitaliste est resté absolument intact, peut-être divisé entre une formule un peu plus moderne et technocratique et une formule un peu plus périmée et classique, mais nous savons très bien, nous, que pour que

cela change profondément ce sont les assises mêmes du capitalisme qu'il faut ébranler et renverser, et qu'aujourd'hui il n'y a plus de république démocratique possible si elle n'est en même temps une république socialiste.

Cette république socialiste, elle doit être assez forte pour assurer la paix et le respect de toutes les libertés.

Je vous ai dit que la V<sup>e</sup> République avait fait naître quelques espérances. Interrogez donc les gens qui ont voté oui au referendum ; il y a quelques héros aujourd'hui qui se souviennent qu'ils ont voté oui au referendum, c'est une toute petite minorité, mais enfin elle existe.

Un certain nombre d'entre eux vous diront qu'ils ont voté oui parce qu'ils donnaient la mission au général de Gaulle de faire la paix en Algérie. Comment ? Par quel moyen ? Négociation ? Victoire militaire ? Cela ne les concernait pas. Il s'agissait d'une démission totale du suffrage universel au profit d'un homme jugé prestigieux. — *« Qu'importent les moyens... c'est le général de Gaulle... Il se débrouillera, nous lui faisons confiance... »* Et si on avait dit en mai et en juin 1958 que lorsque le Parti socialiste unifié se réunirait le 3 avril 1960 la guerre d'Algérie exercerait encore ses ravages, ses destructions humaines, ses destructions de valeurs morales, on nous aurait traités d'incorrigibles Cassandres, de pessimistes que rien vraiment ne pouvait guérir, de malades congénitaux. Hélas, la guerre d'Algérie continue, et mon ami André Philip a eu raison de dire que la France était plus menacée aujourd'hui que pendant l'occupation, car aujourd'hui c'est son âme qui est en jeu, elle risque de perdre sa raison d'être.

Oui, lorsque la France de la Révolution, et quelquefois par l'intermédiaire de gens qui se disent socialistes, se tait devant la torture, qu'au moment de la grande épopée de la lutte clandestine nous avons condamnée, alors à ce moment-là le péril est plus grand que jamais, et pour sauver les valeurs humaines il faut d'abord sonner le rassemblement de toutes les forces socialistes dignes de ce nom.

Camarades, c'est cela qui est d'abord notre tâche, et peut-être la journée d'aujourd'hui revêt-elle une signification profonde et symbolique du fait qu'à cette tribune sont venus parler des hommes socialistes ou syndicalistes pas seulement d'Europe, comme nos camarades italiens, mais d'Asie ou d'Afrique. Dites-moi quel est le parti qui peut dans ses con-

grès avoir à la fois des Juifs, des Arabes, mus par le même idéal, et qui veulent la grande réconciliation fondée sur la fraternité humaine ?

Oui, cela aussi c'est un témoignage... et c'est un témoignage réconfortant.

Quelquefois on nous dit : mais le régime n'est pas tellement mauvais... il n'est pas fasciste... et la preuve c'est que vous avez encore la possibilité de tenir des congrès et même de tenir sur le gouvernement des propos qui ne sont pas tout à fait des propos d'éloges. C'est vrai. Mais êtes-vous bien sûrs que si nous ne luttons pas de toutes nos forces, ces maigres libertés qui nous restent de ce côté de la Méditerranée, car le fascisme est déjà instauré de l'autre côté de la Méditerranée...

croyez-vous que ces maigres libertés nous resteront ? qu'elles ne risquent pas de disparaître l'une après l'autre ? Et croyez-vous vraiment que ce sont les princes qui nous gouvernent qui maintiennent les libertés ? Le pire pharisaïsme, c'est de dire que la révolution du 13 mai, ou plutôt l'émeute du 13 mai était sacro-sainte, parce qu'elle a amené au pouvoir M. Debré et qu'ensuite on condamne l'émeute du 24 janvier, faite par les mêmes hommes, avec les mêmes méthodes, avec les mêmes procédés, en s'inspirant de la littérature de M. Debré lui-même, parce qu'elle serait tournée contre M. Debré arrivé au pouvoir. Nous condamnons, nous, de la même manière les gens du 13 mai et les gens du 24 janvier, parce que les uns et les autres méritent la même condamnation.

Seulement, Martinet vous le disait tout à l'heure, comme Poperen, ce que nous voulons préparer pour demain, ce ne sont pas des défaites glorieuses, ce serait naturellement préférable à une capitulation sans combat, mais c'est la victoire.

Cela demande un immense effort d'intelligence, de volonté et un effort de contact permanent avec les masses travailleuses. Oui, il faut un programme, bien sûr, et on vous en a donné les grandes lignes, mais croyez-moi, le meilleur des programmes ne servirait à rien si vous n'aviez pas en particulier en France aujourd'hui un parti socialiste authentique, fort, vigoureux, capable d'imposer la réalisation de ce programme et capable aussi d'assumer le rassemblement de toute la gauche sans exclusive et sans péril pour notre démocratie.

Les hommes qui sont réunis à cette tribune ont eu l'occasion une première fois au lendemain du 13 mai, une deuxième fois au lendemain du 24 janvier, de travailler à faire ce rassemblement. Peut-être même qu'une publicité insuffisante a été donnée, n'est-ce pas, Laurent Schwartz, à leurs efforts. Nous avons contribué à rassembler les dirigeants de toutes les centrales syndicales et peut-être avions-nous plus de raisons que d'autres, et plus de possibilités que d'autres de le faire, car aussi bien au P.S.A. qu'à l'U.G.S. il y avait des syndiqués appartenant à toutes les organisations syndicales, et nous leur avons dit que nous ne voulions certes pas nous immiscer dans la vie intérieure des syndicats mais que nous les adjurons d'aller vite pour faire quelque chose, d'aller très vite. Nous leur avons dit qu'entre le 6 février 1934 et le 12 février, il n'y avait eu que six jours et que la victoire avait été du côté des antifascistes ; qu'entre le 13 mai et la grande manifestation qui a eu lieu à Paris, à la fin du mois, s'était écoulé un très long délai et que malgré le succès de la manifestation populaire, c'étaient les autres qui l'avaient emporté ; que par conséquent il fallait aller vite.

Oh, je ne veux pas revenir sur le passé pour savoir si on a été suffisamment vite ; ce que j'affirme, c'est que si le chef de l'Etat actuel venait à disparaître, pour quelque raison que ce soit, on ne disposerait pas d'un temps très long pour sauver ce qu'il nous reste de libertés républicaines contre une dictature césarienne qui, celle-là, serait sans nuances.

Je ne suis pas de nature pessimiste, mais je pense que la route qui nous mène à la démocratie socialiste ne sera pas une route droite et une route facile. Je crois même qu'il y aura encore une aggravation de la situation actuelle dans le sens de la détérioration des libertés. C'est l'hypothèse qui me paraît en tout cas la plus vraisemblable. Nous devons donc être prêts à toutes les éventualités, maintenir et développer les contacts qui ont été pris la dernière fois. Avec qui ? Oh... à partir du moment où il y a un incendie, on ne demande pas aux pompiers quel est leur passé et leur casier judiciaire ; il faut par conséquent s'adresser au plus grand nombre possible de gens qui veulent se défendre. Mais nous devons dire dès maintenant qu'en aucune circonstance ne pourront sonner le ralliement de la gauche les gens qui ont été les fossoyeurs de la IV<sup>e</sup>. qui risquent d'être les fossoyeurs de la démocratie tout court et qui aujourd'hui semblent dire : — Je n'ai pas voulu cela..., alors qu'ils sont tout sim-

plement épouvantés devant les conséquences les plus normales, les plus logiques et les plus prévisibles de leurs actes.

Que sont donc ces étranges laïques qui viennent aujourd'hui pleurnicher, alors qu'ils ont été les fourriers de quatre cents à quatre cent cinquante députés cléricaux, alors qu'on doit savoir qu'en France lorsqu'on attaque la République on attaque l'école laïque ; elles ont toujours grandi ensemble... elles ont toujours souffert ensemble...

Quels sont ces étranges démocrates ? et ces étranges républicains... ou ces étranges socialistes, qui, lorsqu'un gouvernement ou un régime n'a pas su prévoir l'émeute d'Alger ou, hypothèse plus grave, n'était pas très homogène pour lutter contre cette émeute d'Alger... MM. Ortiz et Lagailarde peuvent trouver dans l'édition des œuvres complètes de M. Debré de quoi alimenter leur détestable propagande quotidienne... lorsque ce gouvernement demande des pouvoirs encore accrus, quels sont ces étranges socialistes qui trouvent cela normal et disent : — Mais ne vous gênez pas !..

Pensez-vous que maintenant, surtout après le départ de Khrouchtchev, ces pouvoirs accrus seront uniquement utilisés contre l'extrême droite fasciste ? Est-ce que vous ne croyez pas que là encore on a travaillé contre la gauche, contre la République, contre la démocratie, contre tous ceux qui, sous quelque forme que ce soit, luttent pour le rétablissement de rapports normaux entre la France et l'Algérie ?

Alors, il y a des gens qui sont vraiment disqualifiés. Tous les partis traditionnels sont plus ou moins usés, épuisés. Ils se sont révélés inadéquats aux tâches d'aujourd'hui, d'où l'immense désespérance. Un grand nombre de valeurs humaines sombrent déjà dans la fosse commune, et c'est à nous qu'il appartient de redonner un sens aux valeurs du socialisme, de la démocratie, de la laïcité, de la paix et de la liberté.

Oui, le renouveau est plus que jamais nécessaire. Le tri, comme le disait Popper, est nécessaire entre ce qui dans l'héritage d'autrefois est encore valable et ce qui est complètement périmé, c'est-à-dire très souvent les vocabulaires, les formules, la manière de présenter les choses, mais enfin nous savons très bien, nous, socialistes, que le capitalisme de 1960 n'est pas le capitalisme de 1847-48, analysé par Marx, et même pas le capitalisme de 1945-46. Depuis, les progrès scientifiques et leur application pratique ont été tels dans

les différents pays du monde que pour vaincre le capitalisme aujourd'hui il ne faut pas employer des méthodes qui étaient valables autrefois. Il faut avoir le courage de penser les problèmes d'aujourd'hui en termes d'aujourd'hui.

Mais oui, je pense, Poperen, que nous aurons cette université socialiste, et nous savons déjà quels professeurs remarquables, venus de nos trois courants, pourront donner des leçons valables à la jeunesse des universités, comme à la jeunesse des ateliers.

C'est déjà commencé d'ailleurs, mais cela doit se développer maintenant grâce au choc de l'unité.

Et alors ici je m'adresse à tout le public. Je vous supplie, que vous soyez de la région parisienne ou provinciaux, de ne pas croire que parce que vous êtes venus d'abord dans le congrès de vos organisations, ensuite dans le congrès de fusion, vous avez fait votre devoir... Vous n'avez fait que commencer votre tâche d'apostolat et d'éducation populaire permanente ; vous avez le devoir maintenant d'organiser partout de grandes réunions publicitaires et de petites réunions en profondeur, dans lesquelles, avec les travailleurs, vous discuterez les grands problèmes du jour.

Ah, si l'unité devait simplement être l'addition des membres du P.S.A., de l'U.G.S. et des militants de Tribune du Communisme, ce serait déjà certes un progrès, mais nous sommes autrement ambitieux ; des centaines de milliers d'hommes, de femmes, de jeunes, de vieux, de tous âges, ont quitté depuis quelques années des grands partis. Où sont-ils ? Dans la nature, désabusés, sceptiques. Nous avons le devoir de les récupérer en très grand nombre, pour le socialisme, pour la démocratie.

Oui, camarades et amis, nous parcourrons toute la province, de ville en ville, pour crier bien haut que le socialisme est en effet l'alternative à la pseudo-démocratie gaulliste, qu'entre eux et nous c'est une épreuve qui est engagée jusqu'à la victoire décisive de l'un ou de l'autre. Et bientôt le socialisme prenant en France son vrai visage pourra conduire les travailleurs à la victoire, et nous lançons un message de 1792 rénové : « *Travailleurs de tous les pays, unissez-vous pour la paix universelle et pour la libération de l'Homme.* »